



<p>Notifié le</p> <p>Notification reçue le</p> <p>Publié le</p> <p>Certifié exécutoire, le Maire</p> <p> Pour le Maire et par Délégation Aurélia JASSE</p>	
---	--

Service : Voirie

Arrêté de voirie portant alignement
Bd Jean BOUIN,

- Vu** le Code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 2122-21, 5°,
- Vu** le Code général de la propriété des personnes publiques, notamment son article L. 3111-1,
- Vu** le Code de l'urbanisme, notamment ses articles L. 421-1 et suivants,
- Vu** le Code de la voirie routière, notamment ses articles L. 112-1 à L. 112-7 et R*116-2,
- Vu** le Code de la construction et de l'habitation, notamment son article L. 112-1,
- Vu** le Code pénal, notamment son article 131-13,
- Vu** le règlement de voirie approuvé par délibération du Conseil municipal en date du 25 février 2008,
- Vu** l'état des lieux,

Vu la demande en date du 11 Décembre 2020, par laquelle dGEm, selas de Géomètres- Expert , 134, rue de Font Caude – 34080 Montpellier agissant pour le compte de l'OPH Béziers Méditerranée Habitat, sollicite la délivrance d'un arrêté d'alignement concernant les parcelles MZ 388 - MZ 331 - MZ 391 – MZ 332 - MZ 410 situées Bd Jean Bouin à BEZIERS dont il est propriétaire

CONSIDERANT qu'il convient de délivrer à l'OPH Béziers Méditerranée Habitat un arrêté d'alignement individuel relatif aux parcelles MZ 388 - MZ 331 - MZ 391 – MZ 332 - MZ 410 situées Bd Jean Bouin à BEZIERS:

A R R Ê T É

CONFORMÉMENT AUX DISPOSITIONS DU CODE DE JUSTICE ADMINISTRATIVE, LE PRÉSENT ACTE PEUT FAIRE L'OBJET, À COMPTER DE SA NOTIFICATION / PUBLICATION, D'UN RECOURS POUR EXCÈS DE POUVOIR DEVANT LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF, DANS LE DÉLAI DE DEUX MOIS.

LA JURIDICTION ADMINISTRATIVE COMPÉTENTE PEUT ÊTRE SAISIE AU MOYEN DE L'APPLICATION TÉLÉRECOURS CITOYENS ACCESSIBLE À PARTIR DU SITE WWW.TELERECOURS.FR

Article 1 - Alignement

L'alignement de la voie susmentionnée au droit de la propriété du bénéficiaire est défini par les croquis ci-annexés (Planche 1 et 2) matérialisant la limite de fait du domaine public routier communal (points d'alignement M à D et D à A2) telle qu'elle a été constatée sur le terrain au jour de la délivrance de l'arrêté.

Article 2 – Responsabilité

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 3 - Validité et renouvellement de l'arrêté

Le présent arrêté d'alignement individuel reste valable tant qu'il ne se produit pas de fait nouveau et que l'état des lieux reste inchangé.

Article 4 - Atteintes au domaine public routier

Le présent arrêté devra être respecté dans son contenu, sous peine de poursuites pour contravention de voirie en application de l'article R*116-2 du Code de la voirie routière susvisé.

Article 5 – Formalités d'urbanisme

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le Code de l'urbanisme notamment dans ses articles L.421-1 et suivants. Si des travaux en limite de voie sont envisagés à la suite de la délivrance de cet arrêté, le bénéficiaire devra présenter une demande spécifique à cette fin.

Article 6 - Publication et affichage

Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur dans la commune de Béziers.

Article 7 - Délais et voies de recours

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire du présent arrêté, et informe que cet acte pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication ou de sa notification à l'intéressé.

Fait en l'Hôtel de Ville de Béziers, le

Robert MENARD
Pour le Maire par délégation
L'Adjoint délégué



Yvon MARTINEZ
Adjoint chargé de la Voirie, du Stationnement, des Espaces
Verts et de la gestion des Déchets

Diffusion

- Le bénéficiaire pour attribution
- La commune de Béziers pour publication et/ou affichage

Annexe

- Plan délivré par le Géomètre matérialisant la limite de fait du domaine public routier communal

Conformément aux dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification des informations le concernant, qu'il peut exercer auprès de la mairie de Béziers.

